



Les amis de «Fongotra»

Sahondra RABENARIVO : «La corruption hypothèque l'avenir des jeunes.»

Transparency International - Initiative Madagascar (TI-MG): Pourriez-vous vous présenter brièvement ?

Sahondra RABENARIVO (SR):

Je suis juriste de formation, et en tant que telle, je possède mon propre cabinet d'affaires. Ancienne élève du St Antoine, j'ai un bacc malgache et ai effectué mon service national avant de partir aux Etats-Unis où je suis restée pendant 17 ans. A mon retour au pays, en 2004, j'ai été recrutée pour devenir membre du conseil d'administration de la Fondation pour les aires protégées de Madagascar. Peu après, pendant la crise de 2009, j'ai rejoint le SeFaFi, l'Observatoire de la vie publique. Je suis une citoyenne engagée qui s'intéresse au monde extérieur, à ce qui se passe dans la vie publique et politique, etc. Avec le temps, j'ai été appelée à rejoindre l'administration du nouveau régime et j'ai pensé que le Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI) serait le plus adapté non seulement à mes convictions mais aussi à mes compétences et c'est ainsi que j'ai rejoint le CSI, assez peu connu mais qui est l'organe stratégique qui coordonne les activités des composantes du système anti-corruption. Je ne pouvais pas - pour des raisons de conflit d'intérêt - travailler dans un organe opérationnel, faire de l'investigation, poursuivre ou juger les cas de corruption.

TI-MG: Quelle serait votre définition de la corruption ?

SR : Eh bien, il y a d'abord la définition du dictionnaire, mais ce n'est pas tout à fait la même chose que le kolikoly. La corruption, c'est quand on corrompt quelque chose de propre qui devient sale ; quelque chose de bon qui devient mauvais.

Mais, pour moi en fait, la corruption, surtout à Madagascar, c'est surtout le résultat de la mauvaise gouvernance, le non-respect des lois, des règles, c'est de tout faire en dehors de l'Etat de droit. Je pense que si on pouvait améliorer la gouvernance, on réduirait beaucoup la corruption. Evidemment, il y aura toujours la grande corruption, les détournements de fonds, le vol, les quiproquos (j'achète quelque chose que je ne mérite pas) et ça, c'est ce que j'appelle la corruption qu'on essaie de réprimer. Mais



Sahondra RABENARIVO, Présidente du Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité

toutes les pratiques de petite corruption (les problèmes de tous les jours) sont liées à la mauvaise gouvernance, la mauvaise utilisation du pouvoir et de l'argent public, et des abus de droit. Le droit étant en principe l'accord entre nous tous Malgaches, il faut que nous sachions comment nous allons nous gouverner, comment nous allons dépenser notre argent. Pour contrer la mauvaise gouvernance, il faut redoubler de vigilance et de suivi. Le consentement des gouvernés doit systématiquement être recueilli avant toute décision. Et il faut ensuite mettre cette décision en œuvre dans les règles de l'art, avec rigueur et transparence.

TI-MG: Quelles sont les attributions du CSI dans la lutte contre la corruption ? Sur quels chantiers travaillez-vous actuellement ?

SR : Le CSI [Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité] est composé de 7 personnes : son Président est nommé par le Président de la République, mais le reste est désigné par des entités indépendantes tels que l'ordre des experts comptables, l'ordre des avocats, la plateforme des chambres de commerce de Madagascar, la société civile et l'ordre des journalistes. Ce sont tous, en dehors du Médiateur de la République, des organes non étatiques qui désignent les membres du Comité. Au départ, le Comité était censé être le lien entre l'Etat et la société, pour encourager les échanges et les propositions, générer un dialogue

permanent entre l'Etat et les différentes branches de la société. C'était la philosophie au début. Toutefois, le CSI étant un des organes de lutte contre la corruption, il fallait le rattacher administrativement à quelque chose. Il a donc été rattaché à la Présidence, en pensant que ce serait la manière la plus efficace de mettre la pression sur l'administration en général. On aurait pu être rattaché à la Primature mais la décision a été que ce serait mieux au niveau du Président et c'est à partir de là qu'on descend petit à petit vers d'autres institutions. C'est un challenge, car on fixe non seulement la stratégie, mais on se charge également de son suivi, de sa coordination et de sa mise en œuvre. Et comme je l'ai mentionné tout à l'heure, il faut préciser que le Comité n'est pas un organe opérationnel et on n'est pas non plus les patrons du BIANCO, du SAMIFIN, ou du Pôle Anti-corruption, mais nous sommes les garants de leur indépendance. C'est nous par exemple qui organisons les comités ad hoc de recrutement ou de renvoi d'un Directeur Général du BIANCO ou du SAMIFIN. Ceci permet de contrer la prérogative présidentielle de remplacer les DG de ces organes, et je le réitère, le CSI est un peu protecteur de leur indépendance.

Certes, le CSI est peu connu, mais nous allons faire des efforts cette année pour être mieux compris et atteindre le public. On profite du nouveau régime pour faire une évaluation à mi-parcours de la

stratégie nationale de lutte contre la corruption [SNLCC] qui a été adoptée en 2015-2020. C'est donc une opportunité de voir ce qui a marché et ce qui n'a pas marché et de rectifier le tir s'il le faut. Le CSI est aussi mandaté, selon la loi, pour développer la Politique Nationale de Bonne Gouvernance. A mon avis il faut les deux : la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance en même temps. Et la gouvernance nécessite des réformes administratives assez profondes pour améliorer les standards de service, la transparence et la redevabilité ainsi que l'efficacité de l'action publique ou son investissement dans la santé ou dans d'autres secteurs.

TI-MG: Nous travaillons de près avec les jeunes à travers les clubs Fongotra. Quel message voulez-vous leur transmettre pour les soutenir dans ce combat de longue haleine contre la corruption ?

SR: Ce que je demanderai aux jeunes, c'est de bien définir leur perception de leur avenir, et de comprendre que leur avenir peut être hypothéqué par la corruption. Premièrement, si je suis dans une école publique, est-ce que les fonds censés financer mon éducation parviennent bien à destination ou sont détournés en cours de route ? Est-ce que ça n'endommage pas dès le début mon avenir et mes perspectives ? Ensuite si je postule je-ne-sais-où, à l'université d'Ankatso, à l'Ecole Nationale de l'Administration, ou à l'Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes, est-ce que

mes chances d'y accéder sont garanties si je suis compétent ? Est-ce basé sur la méritocratie, ou est-ce que c'est le « mahitahita » ou le « manambola », ou le « copain-coquin » qui va réussir à ma place ? Pour réussir, justement, faut-il obligatoirement baigner dans la corruption et vendre son âme ? A la fin de notre vie, est-ce que devant son dieu ou qui que ce soit, est ce qu'on pourra dire « Oui, j'ai tout fait pour que la corruption ne gagne pas ! »

Alors moi, je leur dis, la corruption hypothèque leur avenir, est-ce à eux de dire NON ! On ne veut pas vivre dans un monde comme ça, on veut l'égalité des chances, on veut la méritocratie, on veut la transparence, on veut que notre argent - collecté auprès des contribuables - soit utilisé de manière à promouvoir l'intérêt général et pas seulement remplir les poches de certains. La corruption est devenue un way of life, mais j'ignore si les jeunes perçoivent que c'est injuste, que sur deux individus aux capacités égales, c'est celui qui est le plus corrompu qui a plus de chances d'avancer ! Ce n'est pas le Madagascar dans lequel je souhaite vivre ! Les inégalités et la corruption commencent aujourd'hui dès le CP, bien avant le BEPC, avant le bacc, avant l'université ! C'est un grand défi ! La digitalisation pourrait constituer l'une des solutions à la corruption et elle pourrait constituer un secteur porteur pour les jeunes.

Je terminerai par un exemple personnel qui m'est cher. Autrefois, les concours étaient vraiment méritocratiques. Mon père, originaire de Fandriana, a pu étudier au lycée Gallieni et dans d'autres écoles prestigieuses, parce qu'il le méritait, parce qu'il a travaillé dur. Mais aujourd'hui, un petit garçon de Fandriana n'aurait plus les mêmes chances que lui. Il nous faut construire ensemble un nouvel avenir et pour y arriver, il faut lutter contre la corruption et la mal gouvernance, sinon les tordus vont toujours gagner et on ne veut plus de ça !